

TEXTES GÉNÉRAUX

Erratum à l'arrêté n° 2001-521/GNC du 1^{er} mars 2001 modifiant l'arrêté modifié n° 97-04/CC du 11 décembre 1997 portant homologation des tarifs des services postaux et financiers du régime intérieur du territoire de la Nouvelle-Calédonie

Paru au J.O.-N.C. n° 7533 du 13 mars 2001 - page 1383

ANNEXE

Au lieu de :

Art. 43.3. - Nombre minimum d'écopags déposés par dépôt et par an :

Tarifs	Minimum par dépôt	Minimum par an
T	50	—
TS1	-	300
TS2	-	1.000
TS3	-	5.000

Lire :

Art. 43.3. - Nombre minimum d'écopags déposés par dépôt et par an :

Tarifs	Minimum par dépôt	Minimum par an
T	20	—
TS1	-	300
TS2	-	1.000
TS3	-	5.000

Le reste sans changement.

Arrêté n° 2001-967/GNC du 17 avril 2001 relatif à une opération domaniale et habilitant le président du gouvernement à intervenir à l'acte

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 184 du 27 mars 2001 relative à la composition du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le procès-verbal de la séance du congrès de la Nouvelle-Calédonie en date du 3 avril 2001 relative à l'élection des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le procès-verbal de la réunion du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 5 avril 2001 constatant l'élection du président et du vice-président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2001-1392/GNC-Pr du 5 avril 2001 constatant la prise de fonction des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 127/CP du 26 septembre 1991 relative à l'administration des intérêts patrimoniaux et domaniaux du territoire ;

Vu la délibération n° 151 du 27 décembre 2001 relative au budget primitif de l'exercice 2001 ;

Vu l'arrêté n° 2001-856/GNC-Pr du 1^{er} mars 2001 portant état n° 2 des restes à réaliser sur dépenses d'investissement du budget de l'exercice 2000 reportés sur l'exercice 2001,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est autorisée l'acquisition par la Nouvelle-Calédonie de locaux à usage de bureaux de 220 m² situés au 4^e étage de l'ensemble immobilier dénommé "Jules Garnier" ainsi que de 6 emplacements de stationnement sis au 4^e et dernier étage de ce même immeuble, appartenant à la SCI Star, moyennant le prix de cinquante huit millions (58.000.000) de francs.

Art. 2. - Le président du gouvernement est habilité à intervenir à l'acte correspondant.

Art. 3. - Le présent arrêté sera transmis au délégué du Gouvernement, haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Le membre du gouvernement chargé d'animer et de contrôler le secteur des finances et du budget,
HERVÉ CHATELAIN

Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,
PIERRE FROGER

Arrêté n° 2001-975/GNC du 17 avril 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 4573-T du 17 novembre 1995 fixant les limites des agglomérations de la commune du Mont-Dore

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 224 des 9, 10 et 11 juin 1965 portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, ensemble des textes qui l'ont modifiée et pris pour son application, formant le code territorial de la route, notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté modifié n° 4573-T du 17 novembre 1995 fixant les limites des agglomérations de la commune du Mont-Dore ;

Sur proposition du maire de la commune du Mont-Dore,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} de l'arrêté n° 4573-T du 17 novembre 1995 susvisé est modifié et complété ainsi qu'il suit :

10/ *Agglomération de Saint-Louis :*

"sur la route du sud (RP1), entre les PR 6,900 et 10,400"

11/ *Agglomération de La Coulée :*

"sur la route du sud (RP1), entre les PR 10,400 et 14,550"

"sur la corniche du Mont-Dore (RP2), de son intersection avec la route du sud (rond point docteur Edmond Caillard) jusqu'au PR 2,500".

Art. 2. - Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune du Mont-Dore, transmis au délégué du Gouvernement, haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le membre du gouvernement
chargé d'animer et de contrôler
le secteur de l'équipement,*
GÉRALD CORTOT

*Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie,*
PIERRE FROGIER

Arrêté n° 2001-977/GNC du 17 avril 2001 approuvant la décision modificative n° 1 du budget 2001 de l'école des métiers de la mer

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 184 du 27 mars 2001 relative à la composition du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 085/CP du 14 novembre 1990 portant création de l'école des métiers de la mer ;

Vu l'arrêté n° 2001-159/GNC du 25 janvier 2001 approuvant le budget primitif 2001 de l'école des métiers de la mer ;

Vu la délibération n° 06/01 du conseil d'administration de l'école des métiers de la mer en sa séance du 21 mars 2001, relative à la décision modificative n° 1 du budget 2001,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La délibération n° 06/01 du conseil d'administration de l'école des métiers de la mer relative à la décision modificative n° 1 du budget primitif 2001 est approuvée.

Art. 2. - La décision modificative n° 1 de l'école des métiers de la mer est arrêtée à trois millions huit cent quatre vingt quatorze mille quatre cents francs (3.894.400 F). Le budget 2001 de l'école des métiers de la mer est arrêté tant en recettes qu'en dépenses à la somme de quatre vingt quinze millions deux cent quarante quatre mille quatre cent quarante francs (95.244.444 F).

Art. 3. - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, transmis au délégué du Gouvernement, haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le membre du gouvernement
chargé d'animer et de contrôler
le secteur des finances
et du budget,*
HERVÉ CHATELAIN

*Le membre du gouvernement
chargé d'animer et de contrôler
le secteur du travail, de la fonction
publique et de la formation
professionnelle,*
FRANÇOISE HORHANT

*Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie,*
PIERRE FROGIER

Arrêté n° 2001-987/GNC du 19 avril 2001 statuant sur les recours gracieux d'un sociétaire CAMA relatif aux pluies des 28-30 avril 2000 (commune de Kaala-Gomen)

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi n° 99-209 modifiée du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 99-210 modifiée du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 071/CP du 10 octobre 1990 modifiée relative aux conditions d'intervention de la Nouvelle-Calédonie en vue de l'indemnisation des exploitants agricoles victimes de calamités agricoles ;

Vu l'avis de la commission territoriale des calamités agricoles réunie le 24 octobre 2000,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le recours gracieux, relatif aux pluies des 28 au 30 avril 2000 présenté par M. Pierre Poy-Yethi, sociétaire de la caisse d'assurances mutuelles agricoles (CAMA), est rejeté.

Art. 2. - L'intéressé peut, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, saisir le tribunal administratif.

Art. 3. - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, transmis au délégué du Gouvernement, haut-commissaire de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le membre du gouvernement
chargé d'animer et de contrôler
le secteur de l'agriculture et de la pêche,*
MAURICE PONGA

*Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie,*
PIERRE FROGIER

Arrêté n° 2001-989/GNC du 19 avril 2001 statuant sur les recours gracieux d'un sociétaire CAMA relatif aux pluies des 28-30 avril 2000 (commune de Pouembout)

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi n° 99-209 modifiée du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 99-210 modifiée du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 071/CP du 10 octobre 1990 modifiée relative aux conditions d'intervention de la Nouvelle-Calédonie en vue de l'indemnisation des exploitants agricoles victimes de calamités agricoles ;

Vu l'avis de la commission territoriale des calamités agricoles réunie le 24 octobre 2000,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le recours gracieux, relatif aux pluies des 28 au 30 avril 2000 présenté par M. Fernand Marlier, sociétaire de la caisse d'assurances mutuelles agricoles (CAMA), est rejeté.

Art. 2. - L'intéressé peut, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, saisir le tribunal administratif.